

L'Adresse—M. Taylor

Postes Canada et approuvée par le gouvernement n'est pas la bonne.

Si le gouvernement voulait vraiment un secteur rural fort et peuplé de gens braves et actifs, il verrait à ce que les producteurs soient rémunérés de façon adéquate pour leur travail et à ce que l'infrastructure communautaire reste en place. Dans bien des cas, le cœur de cette infrastructure est le bureau de postes. A part l'absence de politiques agricoles positives, la décision du gouvernement de réduire les fonds versés à Postes Canada et de couper les services dans les régions rurales est la principale cause de la détérioration de la qualité de la vie dans le Canada rural.

Postes Canada a reçu l'ordre de faire de l'argent. C'est le seul service gouvernemental à qui on a demandé de réaliser des profits. Nous ne nous attendons pas à ce que l'armée réalise des profits, ni la GRC, les cliniques médicales, la Commission de réforme du droit, la Société du crédit agricole, les universités et les hôpitaux. Ils ne sont pas obligés de faire des bénéfices et nous ne devrions pas nous attendre à ce qu'ils en fassent. Ils offrent des services aux Canadiens dans des secteurs où les gens en ont besoin. Ils répondent aux besoins des Canadiens. C'est également le rôle de Postes Canada, mais le gouvernement a décidé que cette société d'État devrait réaliser des profits. Le seul service gouvernemental qui touche tous les Canadiens dans chaque localité pendant toute leur vie est censé réaliser des profits. Nous savons que c'est dans les régions rurales que les coupures qui découleront de cette directive se feront le plus sentir.

Si ce n'était de la tenacité et de la détermination des habitants des régions rurales, nous ne serions pas ici aujourd'hui. C'est leur esprit de pionnier qui a bâti nos villes et nos villages, et c'est cet esprit qui leur permettra de subsister, malgré les efforts du gouvernement.

On ne peut qu'espérer que le gouvernement acceptera enfin les aspirations et les rêves que les Canadiens ordinaires, les vrais Canadiens, communiquent aux députés dans les restaurants et les cuisines d'un bout à l'autre du pays. J'ai entendu ces aspirations dans ma circonscription au cours des trois derniers mois. J'espère que l'intervention que je fais aujourd'hui, après avoir parlé à mes électeurs, aidera le gouvernement à comprendre un peu mieux dans quelle direction il devrait s'engager.

J'attends impatiemment le budget que le gouvernement doit présenter le 27 avril. J'espère qu'il sera plus précis que le discours du Trône, qu'il nous dira où nous allons et ce que cela nous coûtera. Je ne m'attends pas à grand-chose, mais il y aura peut-être quelques surprises.

M. Hockin: Madame la Présidente, je me joins à tous mes collègues à la Chambre pour féliciter le député de The Battlefords—Meadow Lake (M. Taylor) d'avoir fait un discours aussi complet. Je sais qu'il prendra ses fonctions au sérieux, et c'est pourquoi j'aimerais lui poser trois questions. Ce ne sont pas des questions provocatrices, mais des questions auxquelles je suis certain qu'il voudra répondre.

Premièrement, j'ai entendu ce que le député a dit au sujet de la privatisation. Y a-t-il des cas où il serait en faveur de la privatisation d'une entreprise publique? Il est toujours possible de prendre un seul exemple pour mieux le dénoncer. Mais ce que je voudrais que son parti et lui me donnent, ce sont des cas qui se prêtent bien à la privatisation. Si ce député et ce parti soutiennent qu'il n'est jamais sage de privatiser, je leur répondrai alors que non seulement ils ne sont pas de leur temps, mais qu'ils sont en contradiction avec d'autres partis sociaux démocrates.

• (1650)

Permettez-moi maintenant de parler de nos taux d'intérêt. Je comprends les inquiétudes du député qui nous cite The Battlefords—Meadowlake et d'autres régions du Canada qui souffrent particulièrement de la hausse des taux d'intérêt. Le député voudrait-il que nous abaissions le loyer de l'argent dans ces régions au risque de provoquer dans le pays une sortie de capitaux qui laisseraient ces régions encore plus démunies sur le plan des investissements?

Propose-t-il d'abaisser les taux d'intérêt de 2, 3 ou 4 p. 100 partout au pays, ce qui déclencherait un exode des capitaux vers des pays qui suivent les lois du marché? C'est ce qui découle logiquement des propos du député. Je tâte un peu le terrain pour voir ce qu'il répondra.

Enfin, je sais qu'il s'intéresse surtout au Programme de développement économique des autochtones, et à titre de ministre compétent, je tiens à lui rappeler, même s'il le sait déjà, que nous avons engagé de longues consultations l'an dernier avant de réaménager ce programme. Le député nous a sûrement entendu dire, dans le discours du Trône, que le PDEA actuel allait être prolongé jusqu'en juillet et que le gouvernement, se fondant sur le résultat de ses consultations, arrêterait ensuite les meilleurs pro-